

**RAPPORT N° 2023/5-13  
au Conseil de la Communauté  
en séance du jeudi 2 novembre 2023**

**OBJET**

**AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER, POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT TERRITORIAL POUR LES ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN POUR LA PERIODE 2022 – 2027.**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-**

**Présentation du dispositif**

En application de l'article L. 541-10-1 14° du code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments de bricolage et de jardin, la prévention et la gestion des déchets des articles de bricolage et de jardin doivent être assurée par les metteurs sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Le cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs des articles de bricolage et de jardin (ABJ) adopté par l'arrêté interministériel du 27 octobre 2021 fixe à horizon 2027 des objectifs de collecte de 25% pour la catégorie 3 (matériels de bricolage) et de 20% pour la catégorie 4 (produits et matériels destinés à l'entretien et l'aménagement du jardin), de recyclage de 65% pour la catégorie 3 et de 55% pour la catégorie 4 et de réemploi et réutilisation de 10% pour la catégorie 3 et de 5% pour la catégorie 4.

A noter qu'Eco-mobilier est agréée pour trois filières REP, pour des durées de 6 ans, à compter de la délivrance des agréments :

- Mobilier (2019-2023) ;
- Les catégories 3 et 4 des Articles de Bricolage et Jardin (2022-2027) ;
- Jouets (2022-2027) .

Eco-mobilier propose des Contrats territoriaux pour la collecte des articles usagés de ces trois filières, qui peuvent être conclus indépendamment les uns des autres.

**1- Modalités de technique**

A ce titre, il est proposé aux collectivités et à leurs groupements de conclure un nouveau contrat : le Contrat Territorial pour les articles de bricolage et de jardin pour la période 2022-2027, élaboré après concertation avec les associations représentant les élus et collectivités territoriales. Ce contrat a pour objet la prise en charge opérationnelle des articles de bricolage et de jardin par Eco-mobilier sur le territoire de la collectivité ainsi que le versement de soutiens financiers pour les tonnes de déchets d'articles de bricolage et de jardin collectées séparément (collecte par Eco-mobilier) et pour les tonnes de déchets d'articles de bricolage et de jardin collectées non séparément (collecte par la collectivité). L'enlèvement des ABJ est mutualisée dans le Contenant Eco-mobilier avec les autres objets relevant du périmètre Eco-mobilier. Les autres flux d'ABJ, à savoir ceux en ferraille et ceux en matériau majoritaire minérale seront déposés dans les bennes métaux ou internes.

Il s'agit dans une première approche d'expérimenter le dispositif afin de disposer d'une connaissance plus fine du gisement de ABJ et d'apprécier l'impact de ce dispositif sur la gestion de la benne « tout venant ».

Eco-mobilier encourage également le réemploi, la CINOR disposant d'une zone réemploi, les ABJ seront prioritairement orientés vers cette Zone Réemploi, c'est-à-dire un espace fermé et sécurisé, pour au moins une des deux nouvelles filières, et collecté par un partenaire de l'ESS en contrat avec Eco-mobilier.

Aussi, cette complémentarité entre les deux dispositifs (Eco-mobilier et Rekazali de la CINOR) sera également recherchée et donc un déploiement éventuel sur d'autres déchetteries pourra être envisagé par avenant au Contrat.

La mise en place des contenants de collecte, leur enlèvement et le traitement des ABJ collectés est pris en charge par Eco-mobilier selon les modalités du Contrat Territorial de Collecte du Mobilier. Pour prendre en compte les spécificités des territoires, ce contrat prévoit, en plus de la prise en charge opérationnelle progressive des ABJ collectés séparément, le versement des soutiens pour la collecte de ces tonnages.

Les opportunités pour notre territoire sont multiples avec :

- la densification des collectes de meubles usagés/ ABJ sur le territoire CINOR, via dans une première phase une expérimentation sur 2 déchèteries (Bois de Néfles et Bellepierre) afin de disposer d'une connaissance plus fine du gisement de ABJ et d'apprécier l'impact de ce dispositif sur la gestion de la benne « tout venant »;
- l'essor des activités de recyclage, de réparation et de réemploi dans le cadre des obligations de l'Eco-organisme à apporter des soutiens aux acteurs de l'ESS du territoire (en application des articles L. 541-10-4 et L. 541-10-5 du code de l'Environnement, nouvellement introduits par la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire)

## 2- Modalités financières

S'agissant des soutiens financiers, c'est une mutualisation avec la filière des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) qui s'opère (convention approuvée lors du conseil communautaire de décembre 2021). Aussi, Le mode de calcul des soutiens est similaire à celui des DEA.

Pour mémoire, le montant maxi prévisionnel du soutien financier d'Eco-mobilier pour la filière DEA serait :

- Soutiens financiers liés à la communication : 0.10 € /habitant soit 20 748 € / an (sur la base d'une population de 207 487 habitants)
- Soutiens financiers liés aux Zones de Réemploi, ce soutien est mutualisé entre les filières jouets et article de bricolage et jardin : 200 euros (soit 100 euros par agrément ou 200 euros en cas d'un seul agrément)
- Soutiens financiers liés à la collecte en déchetteries (sur la base d'une phase expérimentale de 2 déchetteries) : 25 104 €.

**Option 2 : Mode 100 % opérationnel - Collecte séparée des DEA**

Nbr déchèteries	Tonnage sur 6 mois	Taux en % de présence DEA	Total Tonnage	Montant soutien financier €/t	Total soutien annuel	Forfait déchèterie	Total forfait	Coût Traitement	TOTAL Option 2 avec barème de soutien actuel	TOTAL Option 2 avec barème de soutien opérationnel majoré pour les DOM
2	1 300	0,21	273	20,00 €	5 460,00 €	2 500,00 €	5 000,00 €	0 €. Prise en charge ECOmob	10 460,00 €	25 104,00 €

Aussi, ce soutien financier annuel permet une meilleure maîtrise des coûts de collecte et de traitement. En effet, compte tenu de la mise à disposition du contenant, de la prise en charge de collecte et le traitement par l'éco-organisme, le bilan de 6 mois d'expérimentation (de mars 2023 à aout 2023) met en exergue un gisement collecté de 95 tonnes pour 2 déchetteries soit un cout évité s'élevant à 24 795 €.

Je vous propose donc de bien vouloir :

- Approuver les dispositions de la convention de Contrat Territorial pour les articles de bricolage et de jardin avec l'éco- organisme Eco-Mobilier.

- Autoriser le président à signer la convention Contrat Territorial pour les articles de bricolage et de jardin avec l'éco- organisme Eco-Mobilier

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE PRESIDENT,  
Maurice GIRONCEL**

**DELIBERATION N° 2023/5-13  
du Conseil de la Communauté  
en séance du 2 novembre 2023**

**OBJET :**

**AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER, POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT TERRITORIAL POUR LES ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN POUR LA PERIODE 2022 – 2027.**

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (livre II/La coopération intercommunale – Titre 1<sup>er</sup>/Etablissements Publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1<sup>er</sup>/Dispositions communes – Chapitre VI/Communauté d'Agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des commissions Environnement et Administration/Finances joints en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2023/5-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1 :**

Approuve les dispositions de la convention de Contrat Territorial pour articles de bricolage et de jardin avec l'éco-organisme Eco-Mobilier

**ARTICLE 2 :**

Autorise le président à signer la convention Contrat Territorial pour les articles de bricolage et de jardin avec l'éco-organisme Eco-Mobilier

Nombre de votants : 45 (dont 8 procurations) Suffrages exprimés : 45 Vote pour : 45 Vote contre : 00 Abstention : 00
--